

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/10132]

Sûreté de l'Etat. — Avis

A partir du 14 décembre 1999 la nouvelle adresse de la Sûreté de l'Etat sera :

Administration de la Sûreté de l'Etat
Boulevard du Roi Albert II 6, boîte 2
1000 Bruxelles

[C - 99/10184]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

- greffier adjoint au tribunal de première instance de Courtrai : 1;
- secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Huy : 1, à partir du 11 mai 2000;
- secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de :
 - Bruxelles : 1, à partir du 1^{er} janvier 2000;
 - Bruges : 1, à partir du 1^{er} janvier 2000.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au "Ministre de la Justice, Direction Générale de l'Organisation judiciaire - Service du Personnel 3/P/O.J. II, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles", dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[99/00890]

1^{er} DECEMBRE 1999. — Circulaire. — Cohabitation légale instaurée par la loi du 23 novembre 1998

Aux utilisateurs du Registre national,
Au Collège des Bourgmestres et Echevins,
A l'attention du service de population,

A. Généralités

La loi du 23 novembre 1998, publiée au *Moniteur belge* du 12 janvier 1999, a modifié le Code civil en vue de l'instauration de la cohabitation légale (insertion au livre III du Code civil d'un titre *Vbis* intitulé « De la cohabitation légale », articles 1475 à 1479 du Code civil).

La loi précitée entre prochainement en vigueur.

Le législateur a ainsi entendu donner la possibilité d'officialiser les situations de cohabitation pour assurer aux cohabitants une sécurité juridique relative.

Par cohabitation légale, il y a lieu d'entendre la situation de vie commune de deux personnes ayant fait la déclaration de cohabitation légale auprès de l'Officier de l'état civil du domicile commun.

Ladite déclaration est faite au moyen d'un écrit, remis contre récépissé à l'Officier de l'état civil, qui contient les informations suivantes :

- 1° la date de la déclaration;
- 2° le nom, les prénoms, lieu et date de naissance;
- 3° le domicile commun;
- 4° la mention de la volonté des parties de cohabiter légalement;

5° la mention de ce que les deux parties ont pris connaissance préalablement du contenu des articles 1475 à 1479 du Code civil réglant le statut de cohabitation;

6° le cas échéant, la mention de la convention visée à l'article 1478 du Code civil, à savoir : la convention passée en la forme authentique devant notaire conclue entre les parties, en vue d'organiser subsidiairement à la loi les modalités de cohabitation légale.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/10132]

Staatsveiligheid. — Bericht

Nieuw adres van de Staatsveiligheid vanaf 14 december 1999 :

Bestuur van de Veiligheid van de Staat
Koning Albert II-laan 6, bus 2
1000 Brussel

[C - 99/10184]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk : 1;
- secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Hoei : 1, vanaf 11 mei 2000;
- adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te :
 - Brussel : 1, vanaf 1 januari 2000;
 - Brugge : 1, vanaf 1 januari 2000.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Directoraat Generaal Rechterlijke organisatie - Dienst Personeelszaken 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[99/00890]

1 DECEMBER 1999. — Omzendbrief. — Wettelijke samenwoning, ingevoerd door de wet van 23 november 1998

Aan de gebruikers van het Rijksregister,
Aan het College van Burgemeester en Schepenen,
Ter attentie van de bevolkingsdienst,

A. Algemeenheden

De wet van 23 november 1998, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 12 januari 1999, heeft het Burgerlijk Wetboek gewijzigd door de invoering van de wettelijke samenwoning (invoeging van een titel *Vbis*, met als opschrift « Wettelijke samenwoning », artikelen 1475 tot 1479, in boek III van het Burgerlijk Wetboek).

Voorname wet treedt binnenkort in werking.

De wetgever biedt op deze manier de mogelijkheid een officieel karakter te geven aan de vormen van samenwoning ten einde een relatieve juridische zekerheid te verzekeren voor de samenwonenden.

Onder wettelijke samenwoning wordt verstaan de toestand van samenleven van twee personen die de verklaring van wettelijke samenwoning hebben afgelegd bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeenschappelijke woonplaats.

De verklaring wordt afgelegd door middel van een geschrift dat tegen ontvangstbewijs wordt overhandigd aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. Dat geschrift bevat de volgende gegevens :

- 1° de datum van de verklaring;
- 2° de naam, de voornamen, geboorteplaats en -datum;
- 3° de gemeenschappelijke woonplaats;
- 4° de vermelding van de wil van beide partijen om wettelijk samen te wonen;

5° de vermelding dat beide partijen vooraf kennis hebben genomen van de inhoud van de artikelen 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, die het statuut van wettelijke samenwoning regelen;

6° in voorkomend geval, de vermelding van de overeenkomst die is bedoeld in artikel 1478 van het Burgerlijk Wetboek, namelijk : de overeenkomst tussen de partijen die in authentieke vorm wordt verleden voor de notaris, tot regeling van de modaliteiten van de wettelijke samenwoning subsidiair aan de wet.

L'officier de l'état civil vérifie si les deux parties satisfont aux conditions légales régissant la cohabitation légale et acte, dans l'affirmative, la déclaration dans le registre de la population.

Le dépôt de la déclaration de cohabitation légale suppose que les parties possèdent la capacité juridique de contracter et ne soient pas liées par un mariage ou par une autre cohabitation légale (condition relative à l'absence de cohabitation légale à vérifier à l'avenir).

Ce nouveau statut de cohabitation légale non assimilable à un mariage ou à un sous-mariage crée toutefois des obligations et des droits particuliers.

Par le seul fait de la cohabitation légale, les cohabitants légaux contribuent aux charges de la vie commune en proportion de leurs facultés.

De même, toute dette contractée par l'un des cohabitants pour les besoins de la vie commune et des enfants qu'il éduque oblige solidairement l'autre cohabitant. Toutefois, celui-ci n'est pas tenu des dettes excessives eu égard aux ressources des cohabitants.

Les articles 215, 220, § 1^{er}, et 224, § 1^{er} du Code civil s'appliquent au statut de cohabitation légale (impossibilité pour un des cohabitants de disposer entre vifs ou à titre onéreux ou gratuit, sans l'accord de l'autre cohabitant, des droits qu'il possède sur l'immeuble servant de logement principal — interdiction pour l'un des cohabitants d'hypothéquer seul l'immeuble servant de logement principal — impossibilité pour un des cohabitants de disposer, entre vifs, à titre gratuit ou à titre onéreux, des meubles meublants garnissant l'immeuble servant de logement principal — droit au bail de l'immeuble loué par l'un ou l'autre cohabitant — représentation du cohabitant interdit dans l'impossibilité de manifester sa volonté par l'autre cohabitant pour les actes précités — possibilité d'annuler certains actes accomplis sans le concours d'un des cohabitants).

La loi instaurant la cohabitation légale détermine également les modalités selon lesquelles la cohabitation légale prend fin (mariage, décès, de commun accord ou unilatéralement : dépôt d'une déclaration écrite auprès de l'Officier de l'état civil — jugement).

En cas de cessation de la cohabitation légale, l'Officier de l'état civil acte la cessation de la cohabitation légale dans le registre de la population.

B. Modifications réglementaires

En vertu de la loi instaurant la cohabitation légale, une nouvelle information doit être introduite dans les registres de la population.

Cette information doit également être accessible aux tiers dans certaines conditions.

Une modification de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant de manière limitative les informations mentionnées dans les registres de la population (*Moniteur belge* du 15 août 1992) est donc nécessaire (ajout de la déclaration de cohabitation légale).

De même, l'arrêté du 16 juillet 1992 relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers (*Moniteur belge* du 15 août 1992) doit être adapté pour assurer vis-à-vis des tiers la publicité de l'information relative à la cohabitation légale (compléter l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^e phrase, par les mots « et de la déclaration de cohabitation légale »). Cette dernière disposition constituant une exception à la limitation des informations accessibles aux tiers.

C. Modification des instructions générales du 7 octobre 1992

Dans les instructions générales du 7 octobre 1992 concernant la tenue des registres de la population et des étrangers (*Moniteur belge* du 15 octobre 1992), il y a lieu d'ajouter au chapitre II relatif aux informations mentionnées dans les registres, un numéro 52bis libellé comme suit :

« La déclaration de cohabitation légale. La date à introduire est celle à laquelle l'Officier de l'état civil acte la déclaration dans le registre de la population, après vérification des conditions de la cohabitation légale. »

De ambtenaar van de burgerlijke stand gaat na of beide partijen voldoen aan de wettelijke voorwaarden inzake de wettelijke samenwoning en maakt in bevestigend geval melding van de verklaring in het bevolkingsregister.

Het afleggen van de verklaring van wettelijke samenwoning veronderstelt dat de partijen juridisch bekwaam zijn om contracten aan te gaan, en dat zij niet verbonden zijn door een huwelijk of door een andere wettelijke samenwoning (voorwaarde betreffende de afwezigheid van wettelijke samenwoning, te controleren in de toekomst).

Het nieuwe statuut van wettelijke samenwoning dat niet kan gelijkgesteld worden met een huwelijk of ondertrouw brengt niettemin bijzondere rechten en verplichtingen mee.

Door het enkele feit van de wettelijke samenwoning dragen de wettelijke samenwonenden bij in de lasten van het samenleven naar evenredigheid van hun mogelijkheden.

Op dezelfde wijze verbindt iedere schuld, die door een der wettelijke samenwonenden wordt aangegaan ten behoeve van het samenleven en van de kinderen die door hen opgevoed worden, de andere samenwonende hoofdelijk. Deze is echter niet aansprakelijk voor schulden die, gelet op de bestaansmiddelen van de samenwonenden, buitensporig zijn.

De artikelen 215, 220, § 1, en 224, § 1 van het Burgerlijk Wetboek zijn eveneens van toepassing op het statuut van de wettelijke samenwoning (onmogelijkheid voor een van de samenwonenden om, zonder de instemming van de andere samenwonende, onder de levenden onder bezwarende titel of gratis, te beschikken over de rechten die hij bezit op het onroerend goed dat als voornaamste woning dient — verbod voor een van de samenwonenden om, alleen, het onroerend goed dat als voornaamste woning dient met een hypotheek te bezwaren — onmogelijkheid voor een van de samenwonenden om te beschikken, onder de levenden, onder bezwarende titel of gratis, over het huisraad dat aanwezig is in het onroerend goed dat als voornaamste woning dient — het recht op de huur van het onroerend goed dat door een van de samenwonenden werd gehuurd — vertegenwoordiging van de samenwonende die onbekwaamverklaard is of die in de onmogelijkheid is zijn wil te kennen te geven door de andere samenwonende voor voornoemde handelingen — mogelijkheid tot nietigverklaring van bepaalde handelingen die werden verricht zonder de medewerking van een van de samenwonenden).

De wet tot invoering van de wettelijke samenwoning bepaalt eveneens de modaliteiten volgens dewelke de wettelijke samenwoning ophoudt (huwelijk, overlijden, in onderlinge overeenstemming of éézijdig : neerleggen van een schriftelijke verklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand — vonnis).

In geval van beëindiging van de wettelijke samenwoning maakt de ambtenaar van de burgerlijke stand hiervan melding in het bevolkingsregister.

B. Wijzigingen aan de reglementering

Op grond van de wet tot invoering van de wettelijke samenwoning moet een nieuwe informatie worden bijgevoegd in de bevolkingsregisters.

Deze informatie moet in bepaalde gevallen eveneens toegankelijk zijn voor derden.

Een wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 1992, dat op limitatieve wijze de informatie vastlegt die in de bevolkingsregisters wordt opgenomen (*Belgisch Staatsblad* van 15 augustus 1992), is bijgevolg noodzakelijk (toevoeging van de verklaring van wettelijke samenwoning).

Op dezelfde wijze moet het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende het verkrijgen van informatie uit de bevolkingsregisters en uit het vreemdelingenregister (*Belgisch Staatsblad* van 15 augustus 1992) worden aangepast om de mededeling van de informatie met betrekking tot de wettelijke samenwoning ten opzichte van derden mogelijk te maken (aanvulling van artikel 4, eerste lid, tweede zin, met de woorden "en de verklaring van de wettelijke samenwoning"). Deze laatste bepaling houdt een uitzondering in op de beperking van de informatie die voor derden toegankelijk is.

C. Wijziging aan de Algemene Onderrichtingen van 7 oktober 1992

In de Algemene Onderrichtingen van 7 oktober 1992 betreffende het houden van de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister (*Belgisch Staatsblad* van 15 oktober 1992) moet in hoofdstuk II betreffende de informatie die in de registers opgenomen wordt, een nummer 52bis ingevoegd worden dat luidt als volgt :

« De verklaring van de wettelijke samenwoning. De in te voeren datum is deze waarop de ambtenaar van de burgerlijke stand de verklaring vermeldt in het bevolkingsregister, na onderzoek van de voorwaarden voor de wettelijke samenwoning. »

Au chapitre III, n° 55, § 3, des mêmes instructions, il convient d'introduire la mention suivante entre l'information 121 et 130 : « 123 (CL) Cohabitation légale ».

Enfin, au chapitre VIII des instructions générales du 7 octobre 1992 (Communication des informations contenues dans les registres), le n° 110ter inséré par la circulaire du 14 octobre 1996 (*Moniteur belge* du 31 octobre 1996), il est nécessaire d'ajouter un quatrième tiret : « la déclaration de cohabitation légale actée dans le registre de la population par l'Officier de l'état civil ».

Pour l'enregistrement de l'information relative à la cohabitation légale au Registre national des personnes physiques, un T.I. 123 est désormais prévu.

D. Structures du T.I. 123

1. L'introduction de l'information peut être structurée comme suit :

Structure 1

CO		TI			CS	Date de déclaration								Code INS			
1	0	1	2	3	0	J	J	M	M	A	A	A	A				

Date enregistrement								Numéro national du cohabitant															
J	J	M	M	A	A	A	A	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N

11 positions

Code opération : 10.
 Code service : 0.
 Date de la déclaration : en 8 chiffres.
 Code INS de la commune de déclaration.
 Date enregistrement après contrôle de l'Officier de l'état civil : en 8 chiffres.
 Numéro national du cohabitant.

Structure 2.

Si une convention organisant la cohabitation est passée par acte authentique devant notaire (article 1478 du Code civil), la structure suivante est adoptée :

CO		TI			CS	Date de déclaration								Code INS			
1	0	1	2	3	0	J	J	M	M	A	A	A	A				

Date enregistrement								Numéro national du cohabitant														
J	J	M	M	A	A	A	A	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N

11 positions

Code INS (1)				Graphique (maximum 40 caractères) (2)															

(1) Code INS de la résidence administrative du notaire.
 (2) Nom et prénoms du notaire (graphique de 40 caractères au maximum).

2. Annulation d'une information du dossier.
 Code opération : 13.
 Code service : 0.

CO		TI			CS	Date de l'information à annuler							
1	3	1	2	3	0	J	J	M	M	A	A	A	A

3. La fin de la cohabitation légale.
 La fin de la cohabitation légale peut intervenir :

- pour cause de décès d'un des cohabitants;
- pour cause de mariage d'un des cohabitants;
- par déclaration de commun accord;
- par déclaration unilatérale;

In hoofdstuk III, nummer 55, § 3, van diezelfde onderrichtingen moet de volgende informatie worden opgenomen tussen 121 en 130 : "123 (W.S.) Wettelijke samenwoning."

Ten slotte moet in hoofdstuk VIII van de Algemene Onderrichtingen van 7 oktober 1992 (Het verkrijgen van informatie uit de registers) bij het nummer 110ter, ingevoegd door de omzendbrief van 14 oktober 1996 (*Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1996), een vierde gedachtestreep toegevoegd worden : "de verklaring van de wettelijke samenwoning die door de ambtenaar van de burgerlijke stand in het bevolkingsregister werd vermeld".

Ten einde de informatie met betrekking tot de wettelijke samenwoning te kunnen opnemen in het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt voorzien in een I.T. 123.

D. Structuren van het I.T. 123

1. Het invoeren van de informatie kan op de volgende manieren gebeuren :

Structuur 1

OC		IT			D	Datum van de verklaring								NIS-code			
1	0	1	2	3	0	D	D	M	M	J	J	J	J				

Datum van inschrijving								Nationaal nummer van de samenwonende														
D	D	M	M	J	J	J	J	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N

11 posities

Operatiecode : 10.
 Dienstcode : 0.
 Datum van de verklaring : 8 cijfers.
 NIS-code van de gemeente waar de verklaring werd afgelegd.
 Datum van de inschrijving, na onderzoek van de voorwaarden door de ambtenaar van de burgerlijke stand : in 8 cijfers.
 Nationaal nummer van de samenwonende.

Structuur 2.

Indien de samenwoning wordt geregeld door een overeenkomst tussen de partijen die in authentieke vorm wordt verleden voor de notaris (artikel 1478 BW), wordt de volgende structuur toegepast :

OC		IT			D	Datum van de verklaring								NIS-code			
1	0	1	2	3	0	D	D	M	M	J	J	J	J				

Datum van inschrijving								Nationaal nummer van de samenwonende														
D	D	M	M	J	J	J	J	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N

11 posities

NIS-code (1)				Commentaar (maximum 40 tekens) (2)															

(1) NIS-code van de administratieve standplaats van de notaris.
 (2) Naam en voornamen van de notaris (commentaar van maximum 40 tekens).

2. Annulatie van een informatie in het dossier.

OC		IT			D								
1	3	1	2	3	0	D	D	M	M	J	J	J	J

3. Beëindiging van de wettelijke samenwoning.
 De beëindiging van de wettelijke samenwoning kan geschieden door :

- het overlijden van een van de samenwonenden;
- het huwelijk van een van de samenwonenden;
- onderlinge overeenstemming;
- éézijdige verklaring;

— en vertu d'un jugement du tribunal.

Les codes déterminant la cause de la cessation de la cohabitation légale sont les suivants :

- code 1 (mariage d'un des cohabitants);
- code 2 (décès d'un des cohabitants);
- code 3 (déclaration de commun accord);
- code 4 (déclaration unilatérale);
- code 5 (jugement).

code opération : 10.

code service : 0.

date : date de l'évènement mettant fin à la cohabitation légale (8 chiffres).

Si les parties résident toujours dans la même commune, la structure peut être envisagée comme suit :

CO		TI			CS	Date								C	Code INS			
1	0	1	2	3	0	J	J	M	M	A	A	A	A	N				

C : Code relatif à la cessation de la cohabitation légale.

Code INS : commune ou éventuellement code pays dans certains cas de cessation de cohabitation suite à un mariage ou un décès.

Lorsque les parties ne résident plus dans la même commune, la structure suivante est prévue :

CO		TI			CS	Date								C (1)	Code INS (2)			
1	0	1	2	3	0	J	J	M	M	A	A	A	A	N				

Date signification notification (3)								Code INS (4)			
J	J	M	M	A	A	A	A				

(1) C : Code relatif à la cessation de la cohabitation légale (1 à 5 cf supra) à placer avant le code INS de la commune de déclaration.

(2) Code INS de la commune de déclaration.

(3) Date de la notification ou de la signification (8 chiffres).

(4) Code INS de la commune de notification ou de signification.

E. Contrôles

L'information relative à la cohabitation légale comporte un historique.

L'ordre chronologique des TI 123 doit être respecté.

Toutes les dates introduites doivent être réelles et postérieures au 31 décembre 1999.

Les dates d'enregistrement de la cohabitation légale doivent être supérieures aux dates relatives aux déclarations. Les dates de notification ou de signification de la déclaration de cessation de la cohabitation légale doivent être supérieures aux dates relatives aux déclarations de cessation.

Le numéro national d'identification du Registre national doit être un numéro réel repris au Registre national.

L'introduction d'une cessation de la cohabitation légale suppose l'existence préalable dans le dossier d'une déclaration de cohabitation légale active.

Une déclaration de cohabitation légale ne peut être introduite qu'en absence de mariage ou d'une information active relative à une cohabitation légale dans le chef des cohabitants ou de l'un d'eux.

Les cohabitants doivent vivre en commun à la même adresse (contrôle TI 001 et TI 020).

— het vonnis van een rechtbank.

De volgende codes worden gebruikt om de reden van de beëindiging aan te duiden :

- code 1 (huwelijk van een van de samenwonenden);
- code 2 (overlijden van een van de samenwonenden);
- code 3 (onderlinge overeenstemming);
- code 4 (éénzijdige verklaring);
- code 5 (vonnis).

Operatiecode : 10.

Dienstcode : 0.

Datum : datum van de gebeurtenis die een einde maakt aan de wettelijke samenwoning (8 cijfers).

Als de partijen beiden nog in dezelfde gemeente ingeschreven zijn, moet de volgende structuur worden gebruikt :

OC		IT			D	Datum								C	NIS-code			
1	0	1	2	3	0	D	D	M	M	J	J	J	J	N				

C : Code die de reden van de beëindiging weergeeft.

NIS-Code : van een gemeente of eventueel het land waar in bepaalde gevallen de wettelijke samenwoning beëindigd wordt omwille van een huwelijk of een overlijden.

Indien de partijen niet meer in dezelfde gemeente zijn ingeschreven, is de volgende structuur van toepassing :

OC		IT			D	Datum								C (1)	NIS-code (2)			
1	0	1	2	3	0	D	D	M	M	J	J	J	J	N				

Datum betekening kennisgeving (3)								NIS-code (4)			
D	D	M	M	J	J	J	J				

(1) C : Code die de reden van de beëindiging weergeeft (1 tot 5 hierboven); te vermelden voor de NIS-code van de gemeente waar de verklaring werd afgelegd.

(2) NIS-code van de gemeente waar de verklaring werd afgelegd.

(3) Datum van de betekening of de kennisgeving (8 cijfers).

(4) NIS-code van de gemeente van de betekening of kennisgeving.

E. Controles

De informatie met betrekking tot de wettelijke samenwoning wordt bijgehouden in historiek.

De chronologische volgorde in het I.T. 123 moet gerespecteerd worden.

Er mogen enkel reële datums ingevoerd worden die na 31 december 1999 liggen.

De datum van de inschrijving van de wettelijke samenwoning moet later zijn dan de datum betreffende de verklaring. De datum van de betekening of de kennisgeving van de verklaring van de beëindiging van de wettelijke samenwoning moet later zijn dan de datum betreffende de verklaring van de beëindiging.

Het identificatienummer van het Rijksregister moet een reëel nummer zijn dat is opgenomen in het Rijksregister.

Het invoeren van de beëindiging van een wettelijke samenwoning veronderstelt de voorafgaande aanwezigheid in het dossier van een actieve verklaring van wettelijke samenwoning.

Een verklaring van wettelijke samenwoning kan slechts worden ingevoerd bij afwezigheid van een huwelijk of van een actieve informatie met betrekking tot de wettelijke samenwoning.

De samenwoning moeten samenleven op hetzelfde adres (controle I.T. 001 en I.T. 020).

Ancien TI 111 (statut de la personne représentée ou assistée) avec les codes 61, 63, 67 ou 69 ne peut être présent dans les dossiers des deux cohabitants.

Les deux cohabitants ne peuvent être mineurs (moins de 18 ans), sauf si leurs dossiers comportent un TI 111 avec code 50 (émancipation).

Les présentes instructions sont communiquées dès maintenant aux communes et à certains utilisateurs du Registre national des personnes physiques pour leur permettre une adaptation de leurs programmes, avant la date d'entrée en vigueur effective du statut de cohabitation légale.

Pour le Ministre de l'Intérieur :

Le Directeur général,
L. Vanneste.

Een oud I.T. 111 (statuut van de persoon die vertegenwoordigd of bijgestaan wordt) met de codes 61, 63, 67 of 69 kan niet voorkomen in de dossiers van de twee samenwonenden.

De twee samenwonenden mogen niet minderjarig zijn (minder dan 18 jaar), tenzij hun dossier een I.T. 111 bevat met code 50 (emancipatie).

Deze onderrichtingen worden vanaf nu aan de gemeenten en aan sommige gebruikers van het Rijksregister van de Natuurlijke personen medegegeeld teneinde een aanpassing van hun programma's mogelijk te maken vóór de datum van de effectieve inwerkingtreding van het statuut van wettelijke samenwoning.

Namens de Minister van Binnenlandse Zaken :

De Directeur-Generaal,
L. Vanneste.

[99/00881]

Conseil d'Etat. — Avis. — Présentation de la liste triple de candidats à un mandat vacant d'assesseur d'expression française auprès de la section de législation

En son audience publique du 5 octobre 1999, l'assemblée générale du Conseil d'Etat a présenté, en l'absence d'unanimité, une liste triple de candidats à un mandat vacant d'assesseur, d'expression française, auprès de la section de législation et a transmis cette liste à la Chambre des Représentants par lettre du Premier Président du 14 octobre 1999. Lors de sa séance plénière du 17 novembre 1999, la Chambre des Représentants a confirmé la liste telle que présentée par le Conseil d'Etat et composée comme suit :

Premier candidat :

M. Jean-Michel Favresse, professeur ordinaire à la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles, assesseur auprès de la section de législation du Conseil d'Etat.

Deuxième candidat :

M. Georges Vandersanden, professeur ordinaire à la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles, avocat au barreau de Bruxelles.

Troisième candidat :

M. Michel Dispersyn, professeur ordinaire à la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles.

[99/00881]

Raad van State. — Bericht. — Voordracht van de drievoudige kandidatenlijst voor een vacante betrekking van Franstalige assessor bij de afdeling wetgeving

Tijdens haar openbare zitting van 5 oktober 1999 heeft de algemene vergadering van de Raad van State, bij gebrek aan unanimité, een drievoudige kandidatenlijst voorgedragen voor een vacante betrekking van Franstalige assessor bij de afdeling wetgeving en deze lijst bezorgd aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers per brief van de Eerste Voorzitter van 14 oktober 1999. Tijdens haar plenaire vergadering van 17 november 1999 heeft de Kamer van Volksvertegenwoordigers de lijst bevestigd zoals voorgedragen door de Raad van State en samengesteld als volgt :

Eerste kandidaat :

De heer Jean-Michel Favresse, gewoon hoogleraar aan de Faculteit rechten van de U.L.B., assessor bij de afdeling wetgeving van de Raad van State.

Tweede kandidaat :

De heer Georges Vandersanden, gewoon hoogleraar aan de Faculteit rechten van de U.L.B., advocaat bij de balie van Brussel.

Derde kandidaat :

De heer Michel Dispersyn, gewoon hoogleraar aan de Faculteit rechten van de U.L.B.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[S - C - 99/12888]

Juridictions du travail. — Place vacante de rédacteur (homme ou femme) au greffe de la cour du travail d'Anvers

Les candidat(e)s sont prié(e)s d'adresser leur demande à Mme le Ministre de l'Emploi et du Travail, Administration de la réglementation et des relations du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles, dans les trente jours qui suivent la publication du présent avis.

Conditions :

1° être porteur(euse) d'un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission aux fonctions de niveau 2 dans les administrations de l'Etat;

2° être nommé à titre définitif et avoir exercé les fonctions d'employé dans un greffe ou un secrétariat de parquet pendant deux ans au moins;

3° avoir réussi un examen organisé par le Roi, devant un jury institué par le Ministre de la Justice. Seules peuvent participer à cet examen les personnes qui, au moment de la clôture des inscriptions, remplissent les conditions de nomination fixés aux 1° et 2°. Les licenciés en droit et les porteurs du certificat de candidat-greffier ou de candidat-secrétaire sont dispensés de l'examen;

4° les lauréats d'un examen de recrutement pour le grade de rédacteur, organisé avant ou en cours d'organisation à la date de l'entrée en vigueur de l'article 44 de la loi du 17 février 1997, *Moniteur belge* du 30 avril 1997, sont censés remplir les conditions de nomination énoncées à l'article 270 du Code judiciaire, tels que modifiés par la présente loi.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[S - C - 99/12888]

Arbeidsgerechten. — Vacante betrekking van opsteller (man of vrouw) bij de griffie van het arbeidshof te Antwerpen

De kandidaten worden verzocht hun aanvraag te richten tot Mevr. de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Administratie van de arbeidsbetrekkingen en -reglementering, Belliardstraat 51, te 1040 Brussel, binnen dertig dagen na de bekendmaking van dit bericht.

Voorwaarden :

1° houder(st)er zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau 2 bij de Rijksbesturen;

2° vast benoemd zijn en gedurende ten minste twee jaar het ambt van beambte hebben uitgeoefend bij een griffie of een parketsecretariaat;

3° geslaagd zijn voor een examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de Minister van Justitie. Aan dat examen kan alleen worden deelgenomen door personen die, op het tijdstip van de afsluiting der inschrijvingen, voldoen aan de in het 1° en het 2° bepaalde benoemingsvoorwaarden. Licentiaten in de rechten en houders van het getuigschrift van kandidaat-griffier of kandidaat-secretaris zijn van het examen vrijgesteld.

4° de geslaagden van het wervingsexamen voor de graad van opsteller, dat georganiseerd is voor of nog in uitvoering is op de datum van inwerkingtreding van de artikelen 44 en 58 van de wet van 17 februari 1997, *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1997, worden geacht te voldoen aan de benoemingsvoorwaarden vermeld in het artikel 270 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij deze wet.